

PAYS : République du Cameroun

NOM DU PROJET : Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG)

CREDIT IDA : N° 72130-CM

INTITULE DE LA MISSION : Evaluation de la vulnérabilité dans les communes de la région du Nord

N°DE REFERENCE DANS LE PPM (STEP) : CM-MINDEVEL-497329-CS-CQS

000019 AVIS A SOLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET
N° /ASMI/MINDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/ASPM2025 DU 10 AOUT 2025

RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET OU FIRME EN VUE DE L'EVALUATION DE LA VULNERABILITE
DANS LES COMMUNES DE LA REGION DU NORD

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG) est mis en place par le Gouvernement de la République du Cameroun avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale (BM). La durée du Projet est de cinq (05) ans pour un coût global de 300 millions de Dollars US, soit près de 189 Milliards de FCFA. Le Projet intervient dans six (06) régions : l'Adamaoua, l'Est, l'Extrême-Nord, le Nord, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

L'objectif de Développement du Projet (ODP) est d'améliorer l'inclusion socio-économique et la résilience des communautés fragiles et renforcer la gouvernance locale et l'engagement des bénéficiaires dans la prestation de services.

Pour soutenir les efforts du Cameroun en matière de réduction des risques de conflit et de renforcement de la résilience du pays à la fragilité, aux conflits et à la violence (FCV), la Banque Mondiale l'a déclaré éligible à l'Allocation pour la Prévention et la Résilience (PRA) en 2022. Sur la base de cette déclaration, le Gouvernement du Cameroun a sollicité ce guichet de financement IDA pour la réalisation du Projet de Gouvernance Locale et Résilience Communautaire (PROLOG) dans les Régions affectées par les défis de Fragilité, Conflit, et Violence notamment l'Adamaoua, Est, Extrême-Nord, Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest, dans la perspective de : (1) renforcer le contrat social par une meilleure gouvernance politique et des mécanismes de responsabilité renforcés ; (2) mettre en place des cadres pour des Régions autonomes et efficaces ; (3) construire une société plus inclusive en améliorant la prestation de services et l'accès aux opportunités ; et (4) tirer parti des diversités pour renforcer l'unité nationale.

I. OBJECTIF DE L'ETUDE

L'objectif de cette étude est de conduire une évaluation du niveau de vulnérabilité de chacune des Communes de la Région de l'Adamaoua afin de disposer des critères permettant la sélection des Communes les plus vulnérables.

En d'autres termes, il s'agira de dresser une analyse diagnostic solide sur les vulnérabilités des Communes de cette Région en s'appuyant non seulement sur les données de sources primaires collectées auprès de toutes les Communes des autres Régions cibles du projet, mais également en capitalisant sur les données déjà existantes de sources secondaires, comme les 05 autres Régions cibles, les Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC), les services techniques du MINDEVEL, y compris les études réalisées par les partenaires techniques et financiers (PTF) ou encore l'Institut National de la Statistique (INS).

II. MISSION DU CONSULTANT

De manière spécifique, il s'agira de :

- ✓ Collecter les données sur le niveau de vulnérabilité multidimensionnelle¹ des Communes, ainsi que leur capacité à mettre en œuvre des projets d'investissement sur la base de critères de performance institutionnelle ;
- ✓ Développer un indice de vulnérabilité multidimensionnel robuste et quantifiable, intégrant les différents facteurs identifiés et classer les Communes par niveau de vulnérabilité décroissant ;
- ✓ Consolider les données pour poser un diagnostic de la situation de chaque Commune de la Région du Nord ;
- ✓ Fournir des informations contextuelles pertinentes permettant de mieux planifier les interventions du projet dans les Communes les plus socio économiquement vulnérables et affectées par les fragilités, conflits, violences et changements climatiques ;
- ✓ Produire une critériologie pour analyser le niveau de vulnérabilité des Communes en conformité avec les exigences du document du projet ;
- ✓ Faire un diagnostic local des impacts actuels et projetés des changements climatiques sur la dégradation du cadre de vie dans les Communes ;
- ✓ Inclure dans la grille de lecture de l'évaluation la dimension genre i.e. le niveau de représentation des femmes dans les affaires publiques de la Commune, en qualité, que ce soit d'élues locales (maire, conseillère municipale) ou d'administrées (citoyennes de la Commune), ainsi qu'une analyse des capacités organisationnelles des comités villageois ou de quartiers ou les Comités de Quartier et de Villages (CVCQ) et leurs faiblesses ;
- ✓ Réaliser une évaluation préliminaire des capacités institutionnelles des Communes sur la base des critères d'éligibilité qui auront été retenus (avec possibilité de cibler certains critères). Cette évaluation sera facilitée par les services du MINDEVEL pour la collecte de documents, suivant une méthodologie appropriée proposée par le cabinet de consultants ;
- ✓ Croiser l'évaluation des vulnérabilités spatiales avec les données sur les risques climatiques, les FCY et la sécurité environnementale, et l'accessibilité des communautés ;
- ✓ Faire une caractérisation des Communes retenues suivant leur besoin en adéquation avec les besoins en services sociaux de base et en conformité avec les capacités en matière de ressources humaines et de gestion fiduciaire (finances, passation des marchés/maîtrise d'ouvrage), environnementale et sociale, engagement avec les citoyens et représentation/participation des femmes dans les affaires locales.

III. . RESULTATS ATTENDUS

Au terme de cette étude,

- ✓ Un "rapport 1 : démarrage", indiquant le profil du cabinet, la compréhension des termes de référence, une proposition de(s) méthodologie(s) de collecte et de ciblage qui sera mise en œuvre, le calendrier de la mission;
- ✓ Un "rapport 2 : diagnostic", présentant (i) les données collectées assorties des analyses de vulnérabilité incluant des cartes de vulnérabilité, des analyses qualitatives et quantitatives des facteurs de vulnérabilité et leurs comparaisons avec les données liées aux risques climatiques, aux FCY, à la sécurité environnementale, aux capacités institutionnelles des Communes, et accessibilité des communautés, et (ii) une mise à jour de (s) méthodologie(s) de ciblage à l'appréciation/validation du commanditaire ;
- ✓ Un indice de vulnérabilité multidimensionnel validé et opérationnalisable, accompagné d'une méthodologie claire pour son calcul et son interprétation ;
- ✓ Un "rapport final", présentant le résultat du ciblage ainsi que les analyses associées en adéquation avec les objectifs de la mission. Il est possible de proposer plusieurs scénarios de ciblage (max 2 ou 3), en fonction de ce qui aura été décidé, suite à la remise du « rapport 2 : diagnostic ».

IV. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Le cabinet pourra formuler tous les commentaires et suggestions qu'il jugera nécessaires sur les présents termes de références. Il soumettra un plan de travail et le canevas de son rapport à l'approbation du commanditaire de l'étude qui pourra le cas échéant, faire des ajustements nécessaires à la bonne marche de ses travaux et à la satisfaction des parties.

Une discréetion absolue et le respect des principes de confidentialité indispensables à la réussite de ce type de mission devront être respectés.

Pour la mission, le cabinet s'appuiera sur une collecte d'informations et/ou données de sources primaires et secondaires qui sera réalisée auprès de toutes les parties prenantes, et capitalisera les travaux qui ont déjà été réalisés en lien avec la thématique.

Pour l'accomplissement de sa mission, et notamment pour faciliter la collecte des données, le cabinet bénéficiera d'un accompagnement et du suivi du maître d'ouvrage de l'étude, notamment du MINDDEVEL ainsi que ses services déconcentrés.

V. LIVRABLES

- Phase 1 : Rapport de démarrage de la mission assorti d'un chronogramme de mise en œuvre validé par l'UGP
- Phase 3 : Rapport diagnostic de l'étude
- Phase 4 : Rapport final de l'étude.

VI- DUREE DE LA MISSION

La durée totale de la prestation est de soixante (60) jours ouvrables

VI. PROFIL DES CONSULTANTS RECHERCHES

La présente étude sera confiée, soit un cabinet ou firme, ayant une expérience avérée dans la conduite des études économiques, sociale et statistiques ;

Il est recherché pour ce mandat un cabinet ou firme :

- Ayant au moins douze (12) ans d'expérience dans la conduite des études économiques, sociale et statistiques ;
- Ayant conduit avec succès plusieurs études économiques, sociale et statistiques ;
- Avoir réalisé au moins cinq (05) mandats similaires justifiés soit par des attestations de bonne exécution, soit des copies de rapports d'évaluation ou de publication, ... ;
Les experts proposés par la firme devront avoir des profils complémentaires et les qualifications minimales suivantes : (Voir TDR)

En outre, les consultants doivent tous faire preuve :

- D'une bonne connaissance des méthodes de collecte, d'analyse de données et de présentation détaillée de résultats ;
- D'une expérience avérée en matière de conduite d'études de référence ;
- De bonnes capacités rédactionnelles et de synthèse.

Une bonne connaissance du contexte camerounais un atout.

Le Cabinet ou la firme pourra proposer tout autre personnel d'appui qu'il juge utile à l'enquête. La rémunération de ce personnel d'appui sera comprise dans celle du personnel clé.

VII. PROCEDURE DE SELECTION

Une bonne connaissance du contexte camerounais un atout.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, 6è édition, de février 2025, qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de « Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant (SQC) » telle que décrite dans le paragraphe 7.11 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » 6è édition, de février 2025.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau, de 09 heures à 15h30 heures (heures locales).

Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées par courrier électronique au plus tard quatorze (14) jours à compter de la date publication du présent avis dans le quotidien Cameroun Tribune, soit le 2 SEPTEMBRE 2025, à 15 heures 30 minutes (heure locale par mail (Fichier PDF) et devront comprendre les documents suivants :

VIII. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature doivent être soumis exclusivement en version électronique (format PDF) par email et devront comprendre trois fichiers comme suit :

- Fichier PDF 1 :
 - o Une lettre de soumission détaillée, faisant ressortir les capacités spécifiques du Consultant qui l'aideront à réussir sa mission ainsi que la collaboration avec les principales parties prenantes ;
- Fichier PDF 2 :
 - o Un curriculum vitae (CV) du chef de mission mettant en exergue les expériences similaires, daté de moins de trois (03) mois, signé et mentionnant ses adresses complètes (boîte postale, téléphone, e-mail etc.), les copies certifiées des diplômes, attestations et/ou certificat de travail, ainsi que les copies des contrats similaires (1ères et pages de signatures), etc.) ;
- Fichier PDF 3 :
 - o Les références générales du Consultant dans la conduire d'une évaluation du niveau de vulnérabilité de chacune des Communes ;
 - o Les références spécifiques dans la conduire une évaluation du niveau de vulnérabilité de chacune des Communes ;

N.B : Pour être validé, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :

La copie de la première page et la dernière page signé. Ces références devront être claire et lisibles ;

Les photocopies des procès-verbaux de réception, ou des certificats de bonne fin délivrés par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou attestations de main levée de caution de bonne fin.

NB : Aucun dossier physique ne sera reçu à l'UGP ou dans les UCR. Seuls les dossiers électroniques respectant le format ci-dessus indiqué seront évalués.

Et porter la mention :

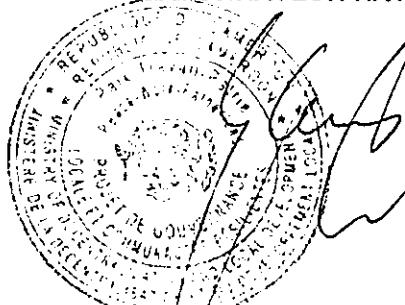
'0 0.0 ^ 1 0 « AVIS A SOLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET
N° _____ YASMI/MINDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/ASPM/2025 DU 19 AOÛT 2025
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET OU FIRME EN VUE DE L'EVALUATION DE LA VULNERABILITE
DANS LES COMMUNES DE LA REGION DU NORD.
A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Adresses courrier électronique :

- Coordo.prolog@minddevel.gov.cm ;
- emeguidejeanjacques@yahoo.fr

Yaoundé le 19 AOÛT 2025

LE COORDONNATEUR NATIONAL



Dagmelle T. H. Jackson

Ph.D in Economics
Senior Statistician and Economist Engineer